



- CAPD du 7 septembre 2018 –

Déclaration liminaire du SNUipp-FSU 64

La rentrée a donc eu lieu et nous avons eu le plaisir de retrouver nos classes, nos élèves, nos nouveaux collègues, nos nouveaux interlocuteurs-interlocutrices. En chantant ou pas, ce moment est toujours particulier pour tous. Entamons cette CAPD en souhaitant la bienvenue aux nouvelles personnes qui ont intégré vos services ou pris de nouvelles fonctions. Ces premiers jours d'échanges intenses ont déjà montré que la capacité d'écoute et de travail commun sont toujours au rendez-vous.

Cette rentrée de septembre 2018 est la première rentrée dont M. Blanquer est entièrement responsable ; M. Blanquer qui devrait d'ailleurs être à Pau demain, en charge de la visite annuelle de courtoisie du gouvernement à un allié politique. Peut-être aura-t-il droit à un petit comité d'accueil de parents d'élèves qui veulent l'entretenir des effets de sa politique de rigueur sur la carte scolaire de notre département ? Si quelques-uns arrivent à passer le cordon qui les maintiendra sûrement à distance, peut être le ministre fera-t-il quelques bons mots devant les caméras, disant « son amour des enseignants et des élèves », son « ambition pour l'école » et sa « confiance et sa détermination dans les réformes nécessaires qui ont été entreprises » ... Et nous aurons là un condensé de la politique menée par notre ministère depuis un an : d'un côté une communication prônant le respect, la confiance, quelques effets d'annonce voyants..., et de l'autre les personnels de terrain (les enseignants, vos services...) tentant de composer avec des moyens au mieux constants, souvent en baisse, et une idéologie forte qui vise à mettre au pas la profession.

Du côté des moyens justement, la carte scolaire que nous venons de vivre nous fournit un exemple éclairant : ce ne sont pas quelques ajustements de rentrée mais une véritable carte scolaire différée à laquelle nous venons d'assister, avec de nombreuses mesures conditionnelles ou révisables, basées sur des prédictions démographiques qui se sont souvent révélées hasardeuses.

Première conséquence : de nombreuses écoles et collègues sont restés dans l'expectative tout l'été, et ont ensuite effectué leur rentrée dans des conditions précaires.

Le CTSD de rentrée a abouti à 26 mesures d'ouverture ou de révisions de fermeture. Parmi elles, combien auraient pu être anticipées avec davantage de confiance accordée aux prévisions des directrices et des directeurs ? Et comment honorer ces engagements avec une dotation aussi faible ? (+ 3 postes).

Deuxième conséquence : pour autoriser ces mesures « inattendues », il a fallu déstabiliser des équipes pédagogiques avec des fermetures surprises opérées à la va-vite (Saint Esteben, Arbonne, Espelette, Oloron Labarraque, Pau Hippodrome, Bénéjacq, Ciboure Marinela, Hendaye plage...) et des refus d'ouvertures pourtant indispensables (Abos-Tarsacq, Biron, Sault de Navailles, Bordes, Espoey, Amotz, Laroin, Mouguerre bourg, Pau Sarrailh, Billere Lalanne, Ustaritz Herauritz, Montardon, Mazères Lezons...) dans des écoles qui enregistrent des effectifs à plus de 27 ou 28 élèves par classe.

Il a fallu ensuite pourvoir ces postes. Vous avez donc été contraint à immédiatement ponctionner 13 remplaçants sur les 215 que compte le département pour assurer l'équilibre des ouvertures nécessaires. Deux postes de PEMF et un poste de RASED seront également réorientés pour pallier le manque de moyens alloués au 1er degré. Mais cela ne suffit pas : la DSDEN 64 a procédé jusqu'au dernier moment à de très nombreux INEATS, ainsi qu'au recrutement de 2 contractuels en langue basque et de 2 contractuels en langue occitane. Tout cela implique un travail difficile, en des temps extrêmement contraints, pour vos services, les représentants du personnel et les écoles qui sont en attente. Et à l'heure où ces lignes sont écrites de nombreuses classes restent sans enseignant.

Même si le recours aux INEATS atténue les effets, il est évident que la mobilisation des TR entraînera à nouveau un nombre très important d'absences non remplacées (sauf erreur de notre part, nous avons terminé l'année précédente avec un total de plus de 2 500 journées d'école non remplacées !). A nouveau, ce seront les élèves, les parents, les personnels communaux et les enseignant-es qui feront les frais d'une politique dite de raison, qui consiste en fait à sous doter l'ensemble des départements de l'académie. C'est pour cela que SNUipp-FSU 64 réclame que le Recteur impose aux départements voisins d'accorder plus d'exéats à des collègues qui attendent leur mutation depuis parfois 4, 6 ou 10 ans et demande que le recours à la Liste Complémentaire soit également envisagé pour abonder les ressources humaines de notre département si les INEATS se révélaient insuffisants.

Mais il n'y a pas que la question des moyens pour lequel le SNUipp-FSU reste vigilant. L'idéologie de ce gouvernement n'est pas qu'économique : nous assistons à une véritable tentative de mise au pas pédagogique des collègues, dont le professionnalisme, le jugement sont régulièrement attaqués.

Un ex-ministre, qui aurait dû venir dans le Béarn lui aussi, a récemment évoqué les lobbys qui infiltrent toutes les sphères du pouvoir. C'est, semble-t-il, aussi le cas dans l'Education et ils y trouvent une oreille attentive. Les injonctions à un retour aux fondamentaux et aux bonnes (vieilles) méthodes, le recours abusif aux sciences cognitives, la réécriture des programmes pendant l'été, les animations pédagogiques centrées intégralement sur le français et les mathématiques en sont les fruits que nous récoltons à cette rentrée. Et même les IEN n'échapperont pas à cela : eux qui comme tous leur homologues de France, auront bientôt deux jours pour être convaincus des orientations pédagogiques du gouvernement, et il y aura peu de place à la discordance...

Et pour stimuler tout cela, se met en place un pilotage par l'évaluation mettant à terme en concurrence les écoles, l'avancement au mérite (dont on a vu les résultats catastrophiques lors du

passage à la hors classe). Méthodes qui ont pourtant ont abandonnées par tous les pays qui s'étaient engagé sur cette voie avant nous, car elles mènent à l'échec et coûtent plus cher.

Dans ce contexte, pour aider la profession à défendre ses droits, à prendre du recul sur les injonctions, pour offrir de meilleures conditions de travail pour nos élèves, les syndicats sont essentiels. Mais une question se pose : les élections professionnelles que nous allons vivre cet automne vont-elles être les dernières que nous connaissons ? Au vu des projets de ce gouvernement à l'égard du paritarisme, il convient de rester mobilisés. C'est pour cela que le SNUipp-FSU vous demande de veiller à ce que la mise en œuvre de ces élections se déroule au mieux dans notre département : information précoce sur les procédures, facilitation d'accès au vote...

Mais avec le tableau que nous venons de faire, ne voyez pas dans nos propos un alarmisme stérile, ou pire une bande de « réfractaires au changement ». Des propositions de changement, nous en avons en stock et vous le savez. Seulement les nôtres vont dans l'intérêt de nos élèves... C'est pourquoi cette année encore les collègues du département, et vous-même, pourrez compter sur la présence du SNUipp-FSU 64. Une présence constructive, mais aussi quand il le faudra, pugnace, car dictée par par la haute idée que nous nous faisons d'un service public d'Education nationale.